Remarques sur quelques problèmes posés par l'interventionnisme étatique*

Introduction

Cet essai est une tentative d'analyse des possibilités et des limites rencontrées par l'intervention de l'Etat¹ dans les sociétés capitalistes bourgeoises contemporaines. Cependant, afin d'être en mesure de définir ces possibilités et ces limites, il est tout d'abord nécessaire d'étudier les fonctions remplies par l'Etat dans les sociétés capitalistes dans un sens plus général. Restreindre cette analyse à celle des fonctions économiques de l'Etat obscurcirait d'entrée les conditions de fonctionnement de la société et de l'Etat capitalistes, ainsi que la mise en évidence de leurs possibilités et de leurs limites².

Dans les sections suivantes, nous tenterons d'abord de définir grossièrement les caractéristiques essentielles de l'Etat bourgeois (I). Nous examinerons en particulier la

*Karlheinz Maldanex, Wolfgang Müller et Christel Neusüss ont participé à la discussion de cet article qui est basé sur un travail issu de séminaires à l'Otto Suhr Institut.

1. La catégorie « interventionnisme étatique » elle-même fait problème. Dans sa conception commune, elle implique une séparation entre la société, sa structure économique et l'Etat. Cet article est un essai de critique de cette notion. Cependant, étant donné que des concepts tels que « réglementation étatique », « capitalisme planifié », « gestion de crise », et autres de même type ne lui sont pas vraiment substituables, nous conserverons le concept d'interventionnisme étatique.

2. Nous sommes en cela d'accord avec Paul BOCCARA lorsqu'il écrit, dans *Vers le capitalisme monopoliste d'Etat*, que, dans le capitalisme monopoliste d'Etat, l'Etat peut être considéré comme un élément d'un « mécanisme unique qui combine le pouvoir d'Etat et celui des monopoles ».

création par l'Etat bourgeois des conditions matérielles générales de production (II), puis nous traiterons de l'action gouvernementale en temps de crise (III). Dans cette optique, nous nous intéresserons particulièrement au problème de la stagnation (IV). Dans la conclusion, nous prendrons pour exemple la question de savoir si, et dans quelle mesure, le progrès de la science bourgeoise peut influencer les actions de l'Etat dans une société capitaliste (V). Cette série de problèmes est moins le résultat d'un effort systématique pour présenter la question de l'Etat qu'un choix de questions en fonction de leur importance politique actuelle. La première partie de cet article traitera des problèmes I et II. La partie suivante des problèmes III à V.

I. L'« autonomisation » de l'Etat dans la société bourgeoise

Sous le capitalisme, l'Etat est l'instrument de la domination du capital sur la classe ouvrière. Cette affirmation résulte de l'expérience politique, elle a été et est de plus en plus démontrée par l'histoire des différents pays capitalistes jusqu'à nos jours. Dans cet article, nous ne nous occuperons que de l'un des rôles de l'Etat, ses actions sur les différentes unités de capital (*Einzelkapitale*). En ce sens, les questions décisives pour notre investigation sont : de quelle façon s'effectue la coordination dans une société constituée par plusieurs unités de capital et, dans ce contexte, quel est le rôle de l'Etat ?

Au niveau du « capital en général », tel que Marx l'analysait, le capital existe par définition en tant que capital social total. Ce capital social total est l'organisme unifié, en tant que manifestation réelle et générale des différentes unités de capital, dont les actions subjectives, déterminées par les conditions données, transforment, malgré elles, ces conditions générales en conditions d'existence propres au capital total. Ainsi, les « lois de fonction-

nement » du mode de production capitaliste se rapportent toujours au capital social total et non aux différentes unités simples de capital qui néanmoins sont à travers leurs actions les moyens inconscients par lesquels s'accomplit la régulation capitaliste. Aussi, ce n'est pas le « capital total » mais plutôt les unités de capital qui agissent.

Cependant, les unités de capital engendrent par leurs interactions les conditions d'existence du capital total : les conditions moyennes d'exploitation, le même taux de plus-value, le taux de profit moyen. Ces conditions moyennes et leurs mouvements de régulation sont analysés au niveau du concept de « capital en général », alors que les opérations effectuées par les unités de capital n'ont de ce point de vue un intérêt qu'au niveau de leurs résultats. C'est bien sûr au niveau du concept de capital en général que se manifeste la forme dans laquelle les lois générales (en tant que tendances) du M.P.C. se réalisent, en dehors et en réaction aux opérations des unités de capital. Cette forme est la concurrence, dans laquelle se révèlent les lois immanentes et inexorables de la production capitaliste. La concurrence n'est cependant pas l'aspect principal, recouvrant des contenus qui lui sont indifférents, mais est plutôt l'aspect sous lequel fonctionnent les lois immanentes du capital.

Dans un marché concurrentiel, le capital ne peut être produit en tant que capital que dans la mesure où les unités de capital sont reliées entre elles. Elles ne peuvent cependant le faire qu'aussi longtemps qu'elles sont des unités produisant de la plus-value. Toutes les fonctions sociales ne peuvent pourtant pas être réalisées en ce sens par une société capitaliste. Ou bien la production de certaines conditions matérielles de production ne rapporte pas de profit, ou bien certaines régulations sont dans des conditions données trop générales pour qu'elles puissent être accomplies par des unités de capital limitées par leurs intérêts particuliers. Il arrive aussi que, dans la forme capitaliste de production, les unités de capital se constituent elles-mêmes en tant que capital social par le jeu de la concurrence et que cette constitution ne puisse pas être attribuée à la seule concurrence. Cet empêche-ment a son origine dans le capital lui-même ; la forme spécifique des relations sociales (échange de marchandises et production de capital) ne permet pas le développement de certaines autres relations sociales si leur production ne procure pas de profit ou si elle atteint un certain niveau dans des conditions qui menacent l'existence même de

3. Nous n'entrerons pas ici dans la discussion de cette catégorie mais la meilleure référence pour traiter ce problème reste encore l'ouvrage de Roman ROSDOLSKY, *Zur Entstehungsgeschichte des marxschen « Kapital »*, Frankfurt und Wien, 1968, p. 24-124, spécialement p. 61 et s.

cette société (par exemple la destruction des ressources naturelles d'une société). En conséquence, le capital ne peut pas produire par les seules unités de capital les conditions sociales nécessaires à son existence. Il lui faut à ce niveau une institution spéciale, échappant à ces contraintes et dont les comportements ne sont pas déterminés par la nécessité de dégager un surproduit, qui soit donc une institution particulière, « indépendante de la société bourgeoise et supérieure à elle », et qui en même temps pourvoie aux nécessités internes à la structure du capital, mais qu'il ignore. Cela a pour résultat que la société bourgeoise développe dans l'Etat une forme spécifique exprimant les intérêts généraux du capital⁴. L'Etat ne peut ainsi être considéré ni comme un simple instrument politique ni comme une institution établie par le capital, mais plutôt comme un aspect particulier de l'acton de l'existence sociale du capital en relation avec la concurrence, comme un moment essentiel du procès social de reproduction du capital⁵. Si l'Etat exprime l'intérêt général du capital, il ne le fait pas sans contradictions. Cela est dû au fait que le concept d'existence moyenne

4. MARX et ENGELS, *L'Idéologie allemande*, Marx-Engels Werke, III, Berlin, 1954, p. 62.

5. L'Etat « n'est cependant rien de plus que la forme d'organisation que la bourgeoisie doit nécessairement mettre en place, à la fois extérieurement et intérieurement, pour protéger sa propriété et ses intérêts, la forme grâce à laquelle la classe dominante défend sa propriété et ses intérêts et par laquelle toute la société bourgeoise se constitue » (M.E.W., III, p. 62).

6. C'est une critique de ces idées (telles qu'elles apparaissent dans certaines variantes de la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat) qui affirment que l'Etat est l'instrument des monopoles les plus puissants, et de celles qui prétendent — telles qu'elles sont présentées dans les théories les plus bourgeoises — que l'Etat est le sujet autonome de cette régulation. On peut voir que les théories du capitalisme monopoliste d'Etat sont sur ce point très divisées. Elles soutiennent d'une part qu'il y a un mécanisme unifié qui englobe le pouvoir des monopoles et de l'Etat ou le pouvoir monopoliste entremêlé à celui de l'Etat; d'autre part, elles considèrent l'Etat comme un simple « instrument de la bourgeoisie monopoliste ». Prenons pour exemple *Der Imperialismus der B.R.D.*, Frankfurt, 1971. Il est indéniable qu'Etat et capital s'y fondent dans un mécanisme unique; ce n'est qu'une façon de rechercher avec prudence les conditions de fonctionnement de ce « mécanisme ». Les théoriciens du capitalisme monopoliste d'Etat n'ont pas répondu à cette question. Se référer par exemple aux variantes les plus avancées de cette théorie : Paul BOCCARA, *Uebersicht... Demokratie*. Pour une exposition plus développée de la théorie du C.M.E., cf. Werner PETROWSKY, *Probleme des Klassenkampfes*, 1, 1971.

du capital n'est pas en accord avec les actions et les intérêts de la myriade d'unités de capital qui sont, en tant que telles, différentes les unes des autres. Ces contrastes ne sont en rien supprimés par le marché concurrentiel et ne peuvent pas plus être attribués à la concurrence ou à l'« anarchie du marché » où ils apparaissent qu'ils ne peuvent être abolis par l'Etat. En ce sens, l'Etat n'est donc jamais vraiment ni complètement ni matériellement un capitaliste, mais plus simplement un capitaliste global, fictif ou idéalisé⁷. C'est là le contenu de la catégorie « autonomisation de l'Etat », de la « nature double » de la société bourgeoise en tant que société et en tant qu'Etat. Nous pouvons tirer à ce niveau une conclusion importante : l'Etat ne se substitue pas au domaine de la concurrence mais, plutôt, s'y aligne au maximum. En relation avec la « loi de la valeur », qui contient conceptuellement les lois immanentes de son propre déroulement, cela n'implique pas sa substitution ou son abolition, mais sa transformation correspondante. Ainsi, l'Etat permet l'instauration d'une société d'intérêts individuels, disparates, qu'il rend historiquement possible en garantissant les bases fondamentales à l'existence de cette société. L'Etat garantit l'existence de la classe ouvrière en tant qu'objet d'exploitation, crée les conditions générales de production, y compris les rapports légaux. Par contre, le capital est par lui-même incapable de produire ces fondements. Sous la pression de la concurrence, le capital est obligé d'utiliser toutes ses ressources au maximum, sans tenir compte des conséquences sociales et matérielles qui en résultent. Par conséquent, le capital tend à détruire ses propres bases sociales. D'ailleurs, la mise en place des précondi-

7. ENGELS, *Anti-Dühring*, M.E.W., vol. XX, p. 260 : « Et l'Etat moderne n'est encore qu'une organisation que la société bourgeoise crée afin d'assurer le maintien des conditions générales externes du mode de production capitaliste contre l'agression des travailleurs aussi bien que des capitalistes individuels. L'Etat moderne, quelle que soit sa forme, est un outil capitaliste essentiel, le capitaliste global idéal. » Mais nous ne sommes pas d'accord avec l'affirmation d'Engels qui en résulte : « Plus l'Etat prend le contrôle des forces productives, plus il devient un capitaliste global. » En effet, en prenant le contrôle du procès de production capitaliste, l'Etat devient un vrai capitaliste, mais pas cependant le capitaliste total. En tant que producteur capitaliste, l'Etat est, tout comme les autres grandes unités de capital, sujet aux conflits internes parmi les unités de capital. Comme nous le montrerons, c'est précisément la transformation de l'Etat en vrai capitaliste qui pose un problème au capital.

tions sociales à l'accumulation du capital n'est possible que dans une structure organisationnelle échappant directement aux limitations et aux restrictions du marché. L'Etat accomplit les fonctions nécessaires au maintien de la société capitaliste. Il peut précisément le faire parce qu'il est une institution spéciale, indépendante de la société bourgeoise et au-dessus d'elle, et n'est donc pas soumis aux nécessités de produire un surplus comme le sont les unités de capital. La forme adéquate de l'Etat sous le capitalisme est donc d'être une spécificité qui s'oppose aux unités du capital, non d'être un « instrument des monopoles ». (L'Etat ne le devient que de façon indirecte.)

Quelles sont alors les fonctions que remplit l'Etat dans une société capitaliste et que ne peuvent pas remplir les unités de capital ? Il y a essentiellement quatre domaines dans lesquels l'Etat intervient principalement :

1. la création des conditions matérielles générales de production (« infrastructure ») ;
2. la détermination et la défense du système de lois dans lequel s'expriment les rapports des sujets légaux dans la société capitaliste ;
3. la régulation du conflit entre travail salarié et capital et, si nécessaire, l'oppression politique de la classe ouvrière, pas uniquement par des moyens politiques et militaires ;
4. la garantie et l'expansion du capital national total sur le marché capitaliste mondial.

Toutes ces fonctions sont, pour ainsi dire, des caractéristiques générales de l'Etat bourgeois. Elles se développent cependant sur le fondement *historique* de l'accumulation du capital.

1. Occupons-nous d'abord des conditions matérielles de production. La production par l'Etat des conditions générales de production dépend du stade historique atteint par le développement du capital. Par exemple, le rôle du chemin de fer, considéré au point de vue de son rôle matériel dans le procès de travail social, est aujourd'hui

le même qu'il y a une centaine d'années. Cependant, le chemin de fer fut principalement mis en place durant le XIX^e siècle et fut une forme profitable d'investissement du capital, tandis qu'aujourd'hui le chemin de fer est une affaire définitivement non rentable pour le capital et représente donc une sphère d'action appropriée par l'Etat bourgeois. C'est là un exemple de la détermination historique concrète des activités de l'Etat dans la création des conditions générales de production. Tout ce que nous pouvons dire d'une façon générale, c'est que les procès productifs indispensables, pris en charge ou au moins contrôlés par l'Etat, doivent s'étendre par suite de la *tendance historique à la baisse du taux de profit*. Cette tendance a pour conséquence que de plus en plus de processus de production pour les unités de capital deviennent non rentables et seront ainsi abandonnés ou réduits, disparaissant presque de la sphère du capital concurrentiel.

Pour comprendre complètement ce processus, il faut saisir la nature double du procès de production capitaliste, à la fois comme procès de travail et comme produisant de la valeur (au niveau de l'ensemble de la société). Les unités de capital peuvent fournir une partie des conditions matérielles de production que réclame chaque unité donnée.

Quelques unités de capital produisent les éléments nécessaires à la production des autres unités. Cette liaison est issue de la concurrence du marché en tant que procès de la division sociale du travail entre les différentes unités de capital. Mais une autre partie des conditions matérielles de production ne peut être fournie par ces unités de capital dont la production ne dégage pas de profits. Cela a pour conséquence que les demandes engendrées par le procès de travail social ne peuvent être satisfaites sous les conditions capitalistes, qui unissent les procès de travail et de création de valeur. Ce qui apparaît dans l'optique des unités de capital comme une condition préalable à cette sorte de production se révèle du point de vue du procès de travail comme une sphère ignorée par le capital ; elle représente une sorte de « vide » que l'Etat doit nécessairement combler puisque, à l'inverse des unités de capital, il n'est pas soumis à la nécessité de créer de la valeur : ces parties de la production sociale de valeur que l'Etat alloue et prend sous son contrôle *ne sont plus* du capital entre ses mains. Pour cette raison,

les fonctions de l'Etat proviennent toujours d'un fonds social de capital donné, limitant par là même l'accumulation des unités privées de capital. C'est là une limite effective à l'intervention de l'Etat : elle ne peut s'étendre au point que l'accumulation privée du capital ne puisse plus s'accomplir. Cette limitation est directement issue du fait que l'Etat est un élément non capitaliste dans une société capitaliste, bien qu'étant d'autre part un capitaliste de plein droit et qu'il effectue ses dépenses pour une production de caractère capitaliste. Sans cela, il serait impossible de comprendre pourquoi la croissance des activités de l'Etat aigüise les contradictions de la société capitaliste.

La tendance historique à la baisse du taux de profit ne constitue qu'un aspect des raisons qui font que le capital est de moins en moins capable de satisfaire les exigences du procès de travail, en tant que moyen du procès de création de valeur. L'autre aspect provient du niveau croissant atteint par les forces productives qui — d'une façon générale — fait éclater le côté limité de la production capitaliste, la production de future plus-value.

Pour traiter des « tendances » du développement capitaliste, nous devons prendre en considération leur forme « cyclique ». Parallèlement au déroulement cyclique de la production, l'action habituelle de l'Etat dans la production (qui peut être considérée comme un indicateur très grossier de l'ampleur de l'intervention étatique) fluctue aussi de façon presque naturelle. Cette liaison deviendra plus claire lorsque nous traiterons, dans la quatrième partie de cet article, le problème de la « stagflation ».

Après cette esquisse de l'un des domaines de l'activité de l'Etat, celui consistant à fournir les conditions matérielles de production, intéressons-nous brièvement aux autres domaines mentionnés ci-dessus.

2. Tandis que dans les modes de production précapitalistes et durant la transition vers le capitalisme les rapports économiques constituent encore partiellement des rapports de forces politiques indirects, avec le développement du capital industriel l'intervention directe de l'Etat est de moins en moins une expression essentielle de cette force indirecte. Désormais, le rôle de l'Etat consiste essentiellement à créer les conditions générales nécessaires au jeu de la libre concurrence, y compris la suppression des oppositions par la création des rapports juridiques

généraux et le renforcement de leur respect⁸. C'est pour la première fois à travers la régulation de la sphère de la concurrence, de l'échange et de la propriété capitaliste que les capitaux sont mis en concurrence pour pouvoir continuellement poursuivre le processus capitaliste d'appropriation⁹. Mais, dans la société bourgeoise, la législation ne se limite jamais au seul domaine de la concurrence. « L'autre partie importante de la loi bourgeoise organise directement les rapports de domination, c'est ce que font le code pénal, le code du travail, etc.¹⁰. » Ainsi, l'Etat bourgeois codifie dans la loi non seulement les conditions générales d'exercice du commerce entre propriétaires de marchandises, mais aussi les conditions géné-

8. « L'intérêt dans le fonctionnement du flux de marchandises et l'usage des produits du travail sur le marché aboutit à un système juridique et à la création d'une puissance politique ou étatique. [...] Il n'est pas nécessaire de recourir à la coercition [...] en tant que coercition émanant d'une personne collective, abstraite, qui ne s'exerce pas vraiment dans l'intérêt de l'individu qui la renforce [...], mais dans l'intérêt de tous ceux qui participent au système juridique. Le pouvoir d'un homme sur un autre est en réalité transformé en pouvoir de la loi, qui est le pouvoir d'une norme objective, non partisane » (Wolf ROSENBAUM, « Zum Rechtsbegriff bei Stucka and Pasukanis » *Kritische Justiz*, février 1971, p. 156). Cf. les *Grundrisse*. Ici, elle est exprimée en tant que « [...] la production fondée sur le capital trouve ses formes adéquates dans l'étendue que développe la libre concurrence, c'est par cela que le libre développement de ses conditions et leurs procès de reproduction constants représentent cette condition. Ce ne sont pas les individus, mais le capital, qui s'émancipe dans la libre concurrence » (p. 543 et s.).

9. Wolf ROSENBAUM, *op. cit.*, p. 159. Alors qu'il est fondamentalement correct d'affirmer que non seulement la sphère des échanges, mais aussi le procès de production sont définis comme un royaume où règne le capital, nous devons émettre quelques réserves sur le fait qu'il puisse en être de même pour la loi pénale, la loi sur les successions et celle du travail. Aussi, ce n'est sûrement pas par accident que la législation du travail est apparue très tardivement et vraiment pour la première fois à l'époque du fascisme italien, donc en liaison avec un Etat caractérisé comme « corporatif ». Dans le code civil allemand, la réglementation du contrat de travail ne joue que le rôle le plus petit possible. Qu'il n'y ait pas de code du travail correspondant au code civil et au code de commerce est directement expliqué par le fait que le capital est, dans le procès de travail, « le facteur de production principal », ce qui lui permet de n'y avoir recours que dans des cas exceptionnels.

10. Cf. *Le Capital*, vol. I, chap. 8, dans lequel Marx décrit l'instauration de la journée de dix heures. Wolfgang Müller et Christel Neusüss abordent de la même façon ce problème dans « The illusion of the Social State and the Labor-Capital Conflict », *Prokla, Special Issue*, n° 1, and *Sopo*, 6-7.

rales de travail, de production, etc.¹¹. Cette activité de l'Etat trouve directement son origine dans la concurrence. Echappant au jeu de la concurrence, l'Etat est seul capable de jouer ce rôle régulateur. Sa nécessité et les fonctions spécifiques que nous venons d'indiquer proviennent directement du fait que l'Etat, organe de la classe dominante, et contrairement aux unités de capital *privées*, n'est pas soumis à la nécessité de créer de la valeur et peut ainsi s'orienter dans l'intérêt général de *toutes* les unités particulières de capital. Ce caractère lui permet de créer les lois et de contrôler leur respect ainsi que celui des règles de la concurrence par des organes comme l'Office d'Etat des poids et mesures, les laboratoires de contrôle, les bureaux d'enregistrement des brevets, etc. Il surveille aussi le respect du contrat de travail qui n'est plus désormais une simple question d'échange commercial entre possesseurs de marchandises, mais l'un des éléments du procès de production considéré en tant que procès d'exploitation du travail salarié par le capital.

3. Parlons maintenant brièvement de la fonction de l'Etat, régulateur de la lutte entre le travail salarié et le capital. Le problème général réside directement dans le fait que le rapport capitaliste apparaît, au niveau du marché, comme s'établissant entre des sujets fondamentalement égaux, alors qu'il est avant tout un rapport de

11. Nous devons ici tenir compte d'une importante modification. De grandes unités de capital entretiennent constamment des appareils répressifs sous la forme d'équipes de surveillants qui ont pour rôle manifeste de réprimer, au niveau de l'usine, la lutte des classes. Leur caractère d'armée privée du capital trouve une preuve irréfutable dans les nombreux exemples d'agressions de ces polices privées contre des manifestations de travailleurs. Cf. par exemple la présentation de Maurice DOBB, « Der Kapitalismus zwischen den Kriegen », *Organisierter Kapitalismus*, Frankfurt, 1966, p. 116-124, sur les actions menées par de grandes firmes américaines contre les grèves ouvrières, les employés de l'administration et les syndicats, qui démasquent ainsi l'apparence idyllique du New Deal, de l'aile gauche du keynésianisme et du « well fare state », en leur redonnant leur misérable aspect de sortie de secours. Cf. aussi le meurtre du camarade Overney par un gardien des usines Renault en février 1972, ainsi que les multiples « apparitions » d'équipes de surveillance en Allemagne de l'Ouest depuis 1968, spécialement durant le mouvement contre les lois d'urgence nationales, mais qui purent par la suite subsister à l'ombre d'une illégalité tolérée. Cela montre en outre comment la sphère de l'Etat et celle du capital privé ne peuvent pas être purement et simplement différenciées, mais qu'au contraire elles se chevauchent dans de nombreux domaines.

domination et d'exploitation. Depuis que la société capitaliste est une société de classes, la lutte de classes permanente et le besoin de la circonscrire pour préserver les fondements de cette société ont amené l'Etat à prendre également en charge les fonctions garantissant la mise en place des conditions générales d'exploitation, la régulation des taux de salaires et la suppression des luttes de classes. Cette sphère d'action de l'Etat est-elle aussi le produit des développements historiques, c'est-à-dire le résultat direct des contre-offensives de la classe dominante qui apparaissent avec la progression des mouvements ouvriers et de leurs luttes. Depuis que les luttes de classes touchent ou même menacent la bourgeoisie dans son ensemble, les unités de capital ne peuvent plus prendre individuellement en charge les fonctions de pacification ou de répression¹², qui deviennent de plus en plus un domaine d'action pour « le groupe qui gère les intérêts généraux de la classe dominante ».

4. En tant qu'Etat-nation, l'Etat regroupe, à l'intérieur de chaque pays, toutes les unités de capital pour les opposer aux autres Etats-nations sur le marché mondial. Dans ce domaine, les fonctions de l'Etat peuvent être vues plus clairement de la façon suivante : elles interviennent dans la défense de la monnaie nationale et dans les relations politiques avec les pays étrangers jusqu'au soutien militaire de l'accumulation privée du capital et de l'expansion de la sphère de l'impérialisme¹³. *L'évolution des domaines d'activité que l'Etat doit prendre en charge* est même régulièrement déterminée par son caractère d'Etat-nation, c'est-à-dire par la *concurrence et la lutte entre les Etats-nations*¹⁴. Si nous avons parlé des fonctions de l'Etat en les envisageant de façon séparée et à tour de rôle, ce

12. « Les investissements militaires peuvent être considérés comme des séries d'investissements complémentaires, c'est-à-dire comme des investissements qui servent avant tout à rendre possible l'expansion de l'économie intérieure (privée) en la maintenant à l'abri de toute menace extérieure. Cela nécessite bien sûr qu'au niveau international "l'homme soit un loup pour l'homme" » (Wilhelm WEBER, « Wachstumseffekte der Staatsausgaben », *Finanztheorie*, Horst C. RECKTENWALD, ed., Köln-Berlin, 1969, p. 311.

13. Cf. NEUSÜSS/BLANKE/ALTAVATER, « Kapitalistischer Weltmarkt und Welternährungskrise », in *Probleme des Klassenkampfes*, 1, 1971, particulièrement p. 112 ff.

14. Cela ne signifie nullement que les mêmes conditions de travail et de salaire règnent dans le secteur d'Etat et le secteur privé. Bien au contraire, ce sont souvent les travailleurs et les

n'était évidemment pas avec l'idée qu'elles pouvaient être ainsi séparées les unes des autres. *Au contraire, le caractère d'Etat bourgeois de l'Etat rend possible toutes ces fonctions* : en dernière analyse, elles servent à préserver et à consolider les rapports du capital en tant que rapports de domination et d'exploitation de la classe ouvrière. On ne peut pas faire abstraction de ce rôle. Le problème qui nous intéresse ici est de savoir à partir de quel niveau le maintien de ces fonctions est une source de contradictions, quelles limitations l'Etat rencontre alors, quels problèmes en résultent ainsi pour le capital et quelles conséquences tactiques on devra en tirer pour le mouvement ouvrier.

En tant que rapports sociaux capitalistes existant en dehors de la société civile, l'Etat doit représenter pour les unités de capital *la limite négative de la formation de valeur* : il utilise la force de travail pour créer les conditions matérielles générales de production, pour préserver le système juridique, pour assurer la répression policière et militaire, autant de domaines qui échappent donc à l'emprise du capital en tant qu'objets d'exploitations (bien que, pour le travailleur, ses conditions matérielles de travail restent les mêmes que celles des travailleurs employés par le capital privé¹⁵). Par l'intermédiaire de la limitation de la journée de travail ou de restrictions juridiques, etc., l'Etat fixe ainsi des barrières externes à la poursuite de la création de valeur par le capital. Super-

employés du secteur public qui travaillent dans les pires conditions, avec les salaires les plus bas. Tel est le cas en Angleterre et en France, mais aussi en R.F.A. Cf. Detlev ALBERS, Werner GOLDSCHMIDT, Paul CEHLKE, « Klassenkämpfe in Westeuropa », *Rororo-Aktuell*, Reinbeck, 1971. Cela confirme les thèses marxistes selon lesquelles les travailleurs improductifs (employés civils, fonctionnaires et travailleurs employés par l'Etat), dépendant de la production de valeur des travailleurs productifs, sont principalement rémunérés sur la plus-value et trouvent dans la masse de plus-value existante les limites de leur salaire. Pour les employés de l'Etat, les limites rencontrées par les activités étatiques s'expriment donc d'elles-mêmes à travers des conditions de travail inférieures et de bas salaires.

15. Cf. A. WAGNER, « Das Gesetz der zunehmenden Staatsätigkeit », extrait de « Staat in nationalökonomische Hinsicht », *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, vol. 7, 1911, réimprimé in *Finanztheorie*, op. cit., p. 241. Interprétée en termes d'économie nationale, cette loi exprime de façon absolue et même relative l'extension croissante du secteur public et plus particulièrement des formes étatiques d'organisation collective, parallèlement et à la place des formes privées dans l'économie.

ficiellement, ces barrières négatives se présentent aux unités de capital sous la forme d'impôts, de charges sociales, etc., qui fournissent des « services à la communauté » qui limitent la consommation individuelle et/ou la production de plus-value. De la même façon qu'avant la législation du travail la recherche de plus-value par le capital trouvait sa limite dans la limite *naturelle* de la journée de travail, après la mise en vigueur de cette législation, cette limite fut universellement fixée par l'Etat.

Lorsque l'Etat est ainsi défini comme une institution de la société capitaliste dont elle est indépendante et qu'elle domine, apparaissant *simultanément* comme fondement interne de cette société et comme une contrainte négative à la formation de valeur, il devient clair que les fonctions historiques de l'Etat ne sont pas originellement contenues en lui, mais *doivent* être le résultat de crises de la production sociale, médiatisées par des luttes de classes et des conflits entre les fractions de la classe dominante. Aucun capital ne peut *volontairement* se soumettre aux nécessités spécifiques, objectivement perçues ; seule la pression de la concurrence l'y contraindra. Ainsi, aucune formation de capital n'approuvera le développement des limitations externes qui sont imposées par l'Etat à la réalisation du capital sans cause externe ; il n'est prêt à de telles mesures que lorsqu'il se trouve en face des catastrophes, des conflits et des luttes. Mais cela signifie aussi que les luttes de classes ont une fonction importante dans le maintien de la société capitaliste, et qu'elles aident à l'apparition des nécessités historiques objectives, cela par l'entremise de l'Etat. Ainsi s'explique la part croissante de l'Etat dans la production sociale (en tant qu'indication brute des fonctions de l'Etat dans la société), de la lutte de classes, aussi bien que de la Première Guerre mondiale, avant et pendant les préparations des grandes catastrophes de l'histoire mondiale. Les guerres mondiales peuvent être considérées comme des confirmations empiriques de cette thèse. Même si Adolph Wagner parle de façon tout à fait générale, et en se fondant sur peu de chose, de la « loi de l'action croissante de l'Etat », en déclarant que c'est plus une supposition qu'une observation tendancielle bien fondée¹⁶, on ne peut nier le fait que l'action de l'Etat allemand sur la production sociale a crû durant ce siècle de 15 à 40 %. Il est aussi remarquable

16. Claus RECKTENWALD, « Ergänzung zur Wirksamkeit des Wagnerschen Gesetzes », *Finanztheorie*, op. cit., p. 246.

que les dépenses de l'Etat « dans une phase de croissance économique soutenue augmentent moins que dans une période de croissance plus faible, sauf lorsqu'il y a une dépression et un taux de croissance négatif de la production sociale. Dans ce dernier cas, on assiste à une brusque augmentation de la proportion des dépenses étatiques »¹⁷. Cela signifie que l'activité de l'Etat, dans la mesure où elle est liée aux coûts, est soumise aux conditions de la production capitaliste.

L'Etat est ainsi un prolongement des unités de capital dans le cadre de la société capitaliste, où la nature « complémentaire » de l'Etat est toujours définie historiquement. Cela est même clairement exprimé dans les théories de « l'interventionnisme étatique » développées dans certains pays et à certaines époques. Si Adam Smith, et Ricardo de façon modifiée, limitaient plus ou moins les fonctions de l'Etat au maintien des institutions d'armée, de police, d'éducation et de justice, laissant tout le reste au développement économique « naturel » du capital privé, les théoriciens allemands de l'économie au XIX^e siècle (A. Schaeffle, L. von Stein, A. Wagner) attribuèrent à l'Etat un rôle actif dans le développement et l'accumulation du capital. Cette différenciation théorique reflète exactement la différence des positions occupées par la Grande-Bretagne et l'Allemagne dans l'accumulation du capital et dans la concurrence mondiale durant

17. La question du rapport d'interdépendance joue un grand rôle dans la théorie bourgeoise de la croissance. L'orientation la plus avancée de cette théorie est celle de la « croissance équilibrée » dont le principal représentant, P. N. Rosenstein-Rodan, écrit : « la complémentarité permet une certaine extension de toutes les industries "fondamentales" » (« Le Problème de l'industrialisation de l'Europe de l'Est et du Sud-Est », dans A. N. AGARWALA et S. P. SINGH, *The Economics of Underdevelopment*, New York, 1963, p. 252). Si on la rapproche de notre problème, cette thèse implique que l'on suppose, premièrement, que chaque production crée les conditions générales de production et, deuxièmement, qu'en raison de l'interdépendance générale il ne se crée plus d'autres différenciations entre l'Etat et le capital privé. Walter WIRTMAN présente un autre argument, moins naïf, fondé sur cette thèse de l'interdépendance, dans *Staatliche Aktivität, wirtschaftliche Entwicklung und Preisniveau*, Zürich, 1965, p. 22 : « Avant tout, il est clair que les investissements privés, qui créent des capacités de production additionnelles, sont eux-mêmes insuffisants pour assurer un développement à long terme. [...] Afin d'éviter des goulots d'étranglement dans le développement économique, il faut que les investissements effectués dans le capital social (c'est-à-dire les conditions matérielles générales de production) soient en harmonie avec le développement global. »

le XIX^e siècle. Elle démontre aussi que les fonctions sociales surgissent toujours d'abord en tant que fonctions échéant au capital tant qu'elles ne peuvent pas être prises en charge par le capital privé. *L'autonomisation de l'Etat se fonde ainsi dans la « nature » des relations du capital, mais l'évolution de l'Etat réel progresse constamment en fonction des conditions historiques particulières* dans un pays et à une époque donnés. Décider quelles conditions générales de production sont « générales » dans le sens où elles doivent être prises en charge par l'Etat et quelles conditions « générales » peuvent encore être prises en charge par le capital privé est d'abord et surtout fonction de la situation historique existante. Nous traiterons ce problème de façon plus approfondie dans la section suivante en développant l'exemple des conditions matérielles générales de production.

II. La création par l'Etat des conditions matérielles générales de production

Nous avons vu pourquoi l'autonomisation de l'Etat reposait surtout sur la création des conditions générales de production. Il faut maintenant nous pencher sur les conditions matérielles de base et nous demander pourquoi elles sont créées par l'Etat et non par le capital privé. Si nous partons d'un *rapport général d'interdépendance* interne à la société, le critère de différenciation entre les conditions générales et particulières de production, et entre les conditions générales de production fournies par l'Etat et celles fournies par le capital s'amenuise¹⁸. Ces fonctions, qui ne sont plus, ou presque plus, prises en charge par le capital comprennent (tout au moins si l'on en envisage l'aspect *matériel*) la mise en place d'un

18. Les résultats de recherches n'acquièrent le caractère d'un produit que lorsqu'elles sont monopolisées par leurs propriétaires sous la forme d'un brevet et quand seule la personne qui les a transformées en produits peut les utiliser. S'il est possible d'en obtenir un brevet, les résultats des recherches seront aussi produits sur une base capitaliste. Il faut juste souligner que ce problème joue un rôle important dans la théorie des cycles des affaires de Schumpeter, car l'entrepreneur motivé commence à produire précisément parce que son avance technique est garantie par des brevets.

système de communications (routes, canaux, services télégraphiques et postaux), le développement d'une structure de qualification adaptée aux forces productives (système d'éducation), la conservation des capacités de force de travail (service de la santé publique), l'approvisionnement en eau, la mise en place d'un système d'égouts et de ramassage d'ordures, etc. Il existe de nombreuses raisons qui font qu'il n'est pas rentable d'effectuer ces opérations sur une base capitaliste.

Ces raisons n'ont cependant rien à voir avec les caractéristiques matérielles. Elles peuvent pourtant être en relation avec le fait que l'investissement en capital est trop important pour une seule unité de capital et que le temps écoulé avant que des profits ne s'en dégagent (*Umschlagzeit* — durée du travail, temps de production ou délais de circulation) est trop long. Il se peut aussi que les résultats de ces procès de production *n'aient pas un caractère de bien immédiat* (qualification, résultats de recherches¹⁹). Ou bien encore il est possible que le marché (la demande socialisée) soit trop étroit, en termes absolus, pour une production rentable, c'est-à-dire pour la réalisation de la valeur du capital investi plus la plus-value. Il se peut aussi que le capital ne veuille pas se contenter d'un taux de profit plus faible que le taux moyen, même s'il est positif, alors qu'existent des sphères d'investissement plus rentables, à l'étranger par exemple.

Plus le temps de travail est long, plus le terme de remboursement du capital est reculé, et plus le capital réel avancé est important, plus la réalisation d'un taux de profit moyen est incertaine. Il arrive que le résultat du procès productif d'un tel capital soit un autre type de produit ; par exemple, depuis que l'usage des routes peut ou doit être gratuit pour tout le monde, de tels investissements ne peuvent plus être effectués sur une base capitaliste. Lorsque le besoin d'étendre l'« infrastructure » devient suffisamment pressant pour nécessiter une demande spéciale de dépenses, le capital la rejette sur les épaules de l'Etat. Ou, si l'Etat a encore une position traditionnelle de supériorité, il pourra obliger l'ensemble des unités de capital à consacrer une partie de leur revenu non pas à leur capital, mais à un tel travail d'utilité générale. En même temps, les dépenses apparaissent ainsi comme étant les conditions générales de production et non la condition

propre à chaque capitaliste individuel. Aussi longtemps que le capital ne prend pas la forme d'une corporation il ne cherche que les conditions qui lui sont propres et rejette sur le pays les conditions plus générales comme étant des besoins nationaux. « Le capital ne s'engage que dans des entreprises qu'il considère lucratives²⁰. »

Afin d'éviter tout malentendu, nous devons parler de la *production* et de l'*opération* des institutions d'infrastructure. Il est clair que la construction d'un pont est aussi « productive », c'est-à-dire profitable, que la production d'une machine ou d'un costume. Ces trois produits sont fabriqués en tant que marchandises et échangés sur le marché, bien que chacun d'entre eux, bien sûr, ait une forme différente. L'usine de vêtements produit pour un marché global, et, quand un acheteur a acquis un costume, le capitaliste a récupéré son investissement augmenté d'un profit, l'acheteur a acheté un article de consommation en dépensant un revenu. De ce point de vue, le costume, en termes de valeur, n'a pour nous aucun intérêt, mais uniquement en tant que valeur d'usage pour l'acheteur. Aussi longtemps qu'elle n'est pas une forme déterminante, la valeur d'usage n'a pas d'importance dans l'analyse économique, et c'est le cas lorsque l'échange est achevé. D'un autre côté, le producteur de machines produit en fonction d'une commande d'un acheteur de machines. Mais cela ne change rien au fait qu'il produit pour l'échange, pour un marché qui lui est relativement inconnu, et qu'ainsi il complète une phase de la circulation de son capital en transformant la machine en argent. En ce sens, il n'est pas différent du producteur d'habits. Le cas de l'acheteur d'habits est naturellement complètement différent de celui de l'acheteur de machines. Il achète les machines non pas avec son revenu, mais avec le capital-argent qu'il avance en vue de commencer ou de poursuivre un procès de production. La machine est donc transformée en une partie de son capital productif ; c'est un moyen de production sous la forme de capital et qui continuera à circuler en tant que capital. Voyons maintenant le cas du fabricant de ponts (par exemple, une firme de construction). Ici aussi est produit une marchandise ayant un caractère spécifique, et le producteur réalise par sa vente sa valeur investie et une

20. Nous n'entrerons pas dans la problématique du travail productif et improductif (cf. la discussion dans *Sozialistische Politik*, 6-7 et 8, 1970).

19. *Grundrisse*, p. 430.

plus-value. Mais il n'échange pas cette production contre du capital ayant pris la forme monétaire comme c'était le cas dans l'achat de machine, ou contre le revenu qu'un acheteur particulier dépense en vue de sa consommation, mais contre un *revenu dépensé par l'Etat*. L'Etat acquiert ce revenu par des impôts, des taxes et ainsi de suite, dans le but de le dépenser pour la création des conditions générales de production. *La construction du pont est donc complètement rentable pour le capital, mais pas son utilisation.* (Aucun capitaliste n'avancerait son capital pour la construction d'un pont.) Il est ainsi décisif que des conditions de production non spécifiques soient assumées par l'Etat si, avant tout, une avance de capital est remboursée en termes capitalistes et, deuxièmement, si les vraies conditions de production sont réellement nécessaires du point de vue du procès de travail social (nous avons déjà souligné que cette nécessité n'est pas uniquement une constatation mais est aussi gouvernée par les luttes, les conflits, les catastrophes et les crises). *Les conditions matérielles générales de production peuvent ainsi être très facilement créées, mais elles ne peuvent pas être exploitées de façon rentable par les unités individuelles de capital.*

Nous rencontrons une situation différente dans le domaine de l'éducation. Ce que nous venons de dire pour le pont est, sous ses aspects matériels, aussi vrai en ce qui concerne ce secteur : donc les constructions scolaires, matériel d'enseignement, etc., peuvent être produits par des moyens capitalistes. Mais, plus généralement, la production de qualifications est un problème bien différent. Elles sont produites par les institutions étatiques alors qu'elles sont utilisées par les unités individuelles de capital comme un élément matériel du capital variable — comme élément à part entière dans la formation de la force de travail, les qualifications sont échangées sur le marché du travail généralement au détriment du capital²¹. Cette différence entre le système de transports (aussi bien que de la construction d'écoles, etc.), d'un côté, le système d'éducation, de l'autre, soulève de sérieux problèmes. L'Etat prend toutes les dépenses d'infrastructure sur le revenu du pays, soustrayant de la sorte au moins cette

partie de la plus-value capable de stimuler la nouvelle accumulation. Mais les dépenses pour la construction de ponts et d'écoles vont à d'autres unités de capital, qui sont ainsi en mesure d'employer leur capital dans la mesure où la circulation de la valeur-capital est réunie. Les dépenses pour la production de qualifications, et spécialement d'enseignants, ne se dirigent en rien vers les unités de capital individuel ; en outre, elles rendent possible l'existence d'une couche qui retire une quantité donnée de travail social de l'exploitation du capital. Cela est particulièrement vrai des étudiants, au niveau secondaire et universitaire, qui ne fournissent pas un travail productif pendant leurs études, et qui sont temporairement éloignés de la domination directe du capital ; mais, après leurs études, en liaison avec le prix plus élevé de leur éducation, ils peuvent seulement affronter le capital avec une valeur plus élevée de leur force de travail, sans l'apparition décisive d'un quelconque potentiel élevé de valeur-formation du travail²². Les dépenses pour le secteur de l'éducation ne sont pas seulement de la plus-value soustraite au capital, mais par leur croissance elles augmentent aussi la valeur de la force de travail, et par là elles diminuent le taux de plus-value qui autrement serait stable.

Mais, par ailleurs, le professeur produit par son travail des qualifications générales comme une condition rendant possible le procès général du travail, en tant que moyen dans le procès de la formation de la valeur, aussi bien comme production capitaliste que comme rapport de reproduction du capital. C'est seulement à cause de cet aspect de l'activité enseignante que le capital est disposé à maintenir le secteur de l'éducation. Les fonctions économiques des « domaines de l'infrastructure » doivent ainsi

22. Dans l'économie bourgeoise, tous les domaines de l'infrastructure sont rangés indifféremment dans le concept de « capital social ». Les dépenses pour « les systèmes de transports, les sources d'énergie, les systèmes hydrauliques, l'éducation, la justice, la police et l'administration [sont dans notre conception...] des investissements complémentaires » (W. WEBER, *op. cit.*, p. 306 ; Jacques STAHLER, « Sur la planification rationnelle de l'infrastructure », *Konjunkturpolitik*, 1965, et beaucoup d'autres auteurs). Un concept de capital complémentaire est le pendant d'un concept d'investissement qui a encore moins de signification, qui subsume toutes les dépenses sans la moindre distinction conceptuelle, et de plus sans refléter leurs aspects économiques variés.

21. Le problème du potentiel de valeur-formation du travail ne sera pas plus débattu ici. Cf. la contribution au « Problème de la réduction », chez ALTVATER et HUISKEN, *Materialien zur politischen Ökonomie des Ausbildungssektors*, Erlangen, 1971.

être nettement distinguées les unes des autres, pas seulement, ni avant tout, dans leur aspect matériel, mais aussi en vertu de leurs positions dans le procès de reproduction capitaliste²³.

Comme le capital, pour les raisons décrites, ne s'investit pas du tout, ou insuffisamment, dans cette sphère, l'Etat doit reprendre la production des institutions de l'infrastructure, étant donné qu'il n'est pas forcé de produire avec des méthodes capitalistes (ses fonds provenant directement des revenus du pays). D'un autre côté, le capital se mettra sur ses gardes si l'Etat reprend des processus de production qui paraissent en fait rentables pour le capital, momentanément et dans des perspectives particulières, parce que cela pourrait signifier premièrement un accroissement de travail improductif du point de vue capitaliste, et deuxièmement, l'apparition d'un concurrent qui ne recherche pas une formation de valeur maximale d'un investissement de capital.

Il ne faut pas être surpris si cela est énoncé aussi dans les règlements. Les lois municipales de l'Allemagne de l'Ouest déclarent que 1) l'activité économique des municipalités doit être justifiée par un intérêt public ; 2) les finances municipales ne doivent pas être mises en danger ; 3) les dépenses doivent être en relation directe avec des besoins prévisibles et 4) l'activité municipale présuppose que l'objectif économique ne peut pas être réalisé, aussi bien ou plus économiquement, par l'entreprise privée.

La déclaration annuelle du conseil des experts économiques de 1971 déclare de même : « Le point cardinal de presque toutes les considérations d'économie politique concernant le développement moyen (*medium-range*) de l'économie comme un tout est la demande par l'Etat d'une

23. *Jahresgutachten*, 1971, fig. 327 : « Bref, la conclusion naturelle est que l'investissement croissant de capital par l'Etat peut affaiblir le "bon vouloir" des investisseurs privés. » Même W. Weber fait la différence « entre des branches qui sont abandonnées par des investisseurs privés parce que peu rentables et celles dans lesquelles l'Etat concurrence les investisseurs privés ». Dans ce dernier cas, « les activités économiques de l'Etat pourraient finalement entraver les tendances des investisseurs privés » (*op. cit.*, p. 315). Il devient évident que l'Etat ne peut pas devenir un vrai capitaliste total pendant une période de développement sans contrainte, parce que c'est précisément dans ces branches, où le capital peut être employé avec profit, que les unités de capital privé s'installent. Si l'Etat devait devenir actif dans ce domaine, il se placerait lui-même en opposition à l'intérêt global de la société capitaliste, parce qu'il réagirait comme unité de capital.

plus grande partie du potentiel de production. Cette demande est largement acceptée, même si le problème de l'ampleur d'une telle expansion de sa part est vu différemment, et que chaque expansion peut seulement se faire à la condition que l'Etat développe de façon significative ses activités, non seulement en ne privant en aucun cas le secteur privé de ses activités, mais en le suppléant et en l'aidant²⁴... »

Bien sûr, nous ne devrions pas voir tous ces processus séparés de leur développement historique. Ce qui dans certains cas semble profitable au capital, dans une certaine situation historique, peut ne pas l'être dans une autre. Quand certains secteurs de l'industrie deviennent non rentables, il y a toujours d'abord des subsides de l'Etat²⁵. Et, quand ces derniers n'apportent pas d'aide, ces secteurs sont pris en charge par l'Etat (par exemple les mines de charbon en Angleterre en 1945). A l'inverse, la tendance existe aussi de reprivatiser une industrie quand le travail peut être exploité productivement (par exemple la compagnie Volkswagen).

En d'autres termes, ce qui a été énoncé dans la section précédente devient plus apparent et en même temps plus concret, à savoir que la fonction de l'Etat dans le procès de production capitaliste n'est pas seulement de régulation, comme une conséquence de sa fonction fondée sur sa forme particulière d'existence, mais il aide le capital à réaliser son existence moyenne comme capital total. L'Etat assure les conditions générales de la production en prenant en charge tout le processus matériel qui ne peut être effectué sur une base capitaliste. Sa fonction d'Etat capitaliste qui assure les fondements de l'exploitation du travail salarié consiste à prendre en charge le processus de production non capitaliste et à régler les conditions qui concernent vraiment toute la classe capitaliste — et, au-delà, la société totale (rapports légaux) —, et à maintenir un appareil de pouvoir dirigé à la fois vers l'intérieur et l'extérieur. De cette manière seulement, l'Etat peut être conforme à sa fonction dans le

24. En général les subsides ont comme caractéristique d'être des surplus distribués par l'Etat et non plus par concurrence. Ils assurent le maintien d'un taux moyen de profit pour chaque unité de capital. Naturellement, les subsides peuvent provenir des revenus créés par les travailleurs salariés. Dans ce cas, ils diminuent le niveau de vie de la classe ouvrière au profit des unités de capital.

25. Cf. P. BOCCARA, *Uebersicht...*, *op. cit.*, p. 3.

cadre de la société capitaliste. Pour exprimer cela plus clairement : quand nous parlons de mécanisme unifié qui inclut Etat et monopoles, c'est seulement alors que nous pouvons décrire son mode de fonctionnement en disant que l'Etat, du fait des exigences des forces productives du procès de travail, doit créer les conditions de production qui, du fait de l'étroitesse des rapports de production capitalistes, ne peuvent pas être créées par le capital privé. L'Etat assure le rapport capital lorsqu'il agit d'une manière non capitaliste, à savoir que, dans les conditions générales de production créées par l'Etat, le « capital » n'entre pas en ligne de compte. Ainsi, il est inexact de parler de « capital d'Etat » sans faire la différence entre dépenses d'infrastructure et « capital rentable »²⁶, et il est aussi faux de soutenir que « L'Etat impérialiste n'affronte pas seulement des travailleurs et des employés dans la sphère immédiate de l'Etat »²⁷. L'action de l'Etat comme capitaliste peut s'expliquer par l'histoire et les conditions particulières d'un pays. Cette activité capitaliste se rencontre dans des situations exceptionnelles, comme en Allemagne pendant la Première Guerre mondiale (le terme « capitalisme d'Etat » a ses origines dans cette période), partiellement dans le fascisme allemand et italien, ainsi qu'en France après la Seconde Guerre mondiale. Le mode de production capitaliste n'est en rien aboli ou dépassé (*aufgehoben*), même si la croissance du processus de production organisé directement par l'Etat est une indiscutable indication de la désintégration du capital tardif, de sa stagnation et du manque d'occasions d'investissement « privé »²⁸.

L'Etat agit en effet — à part les exceptions mentionnées ci-dessus — comme un non-capitaliste, et comme tel il limite le domaine de l'accumulation et de la reproduction du capital privé. Si l'Etat était lui-même capitaliste, il élargirait la sphère de la production capitaliste, et cela pourrait signifier tout sauf la désintégration de la société bourgeoise. La théorie du capitalisme monopolistique d'Etat est elle-même contradictoire en ce que, d'une

part, elle affirme que l'Etat fonctionne lui-même comme un capitaliste, mais, d'autre part, elle parle des manifestations de la chute de l'impérialisme (nous nions la première affirmation, pas la seconde).

III. La régulation étatique des crises

Essayons maintenant d'analyser les fonctions de l'Etat sur la base des contradictions de la société, contradictions qui, s'intensifiant et se répétant de façon cyclique, aboutissent à des crises.

Nous tenterons aussi de découvrir les contraintes fondamentales que ces contradictions introduisent dans l'Etat, et nous examinerons un aspect des fonctions de l'Etat dont les caractéristiques spéciales n'ont pas encore été abordées plus haut. Au moins depuis la « révolution keynésienne », cette série de fonctions a acquis une importance croissante et a, par cela, contribué à des estimations erronées de l'efficacité de l'intervention de l'Etat. Il est nécessaire toutefois, pour évaluer les différentes formes d'intervention de l'Etat, de découvrir les raisons des crises dans la structure sociale et d'étudier les fonctions de ces crises.

A) La fonction des crises dans la société capitaliste

Au niveau le plus abstrait, la fonction des crises peut être définie de deux façons.

1. « Dans les crises du marché mondial, les contradictions et contrastes du mode de production capitaliste sont placés sur leur tête... »²⁹ Les crises ne sont donc rien d'autre que les contradictions du mode de production capitaliste poussées à leur limite.

2. « C'est exactement au travers de la crise que l'unité [des moments mutuellement indépendants du développement et de l'échange du capital — E.A.] est confirmée,

26. *L'impérialisme ouest-allemand*, op. cit., 1971, p. 366. Il faut signaler que cette thèse ne court pas à travers tout le travail. Cela est caractéristique du manque de rigueur que l'on peut habituellement trouver dans « les travaux de référence ».

27. P. MATTICK, « Gemischte Ökonomie und ihre Grenzen », *Soziale Revolution*, n° 2, 1971.

28. MARX, *Theorien über den Mehrwert* (Théories sur la plus-value), *Marx-Engels Werke*, t. XXVI, 2, p. 500.

29. *Ibid.*, p. 501.

l'unité de différents éléments³⁰. » Les crises impliquent donc toujours les *résolutions momentanées des contradictions*, l'unification des moments autonomes, et ainsi créent constamment les conditions pour une nouvelle période d'accumulation capitaliste. Comme la forme climatique (*climatic*) des contradictions, la contradiction est exactement ce que les économistes bourgeois étiquettent comme « la crise purificatrice ». Ainsi, il n'y a pas « de situation absolument sans solution pour l'économie capitaliste. Même dans la théorie marxiste de l'accumulation et de la crise, le capitalisme ne s'effondre pas de lui-même, mais trouve sa fin possible dans les actions politiques émergeant de la crise³¹ [...] ». De la double fonction de la crise il s'ensuit que l'accumulation capitaliste doit se présenter cycliquement : ces propres contradictions conduisent périodiquement à la crise, cette crise débarrasse (purge) les moments autonomes qui expliquent la situation sous-jacente à la crise, et inaugure une nouvelle phase d'expansion — jusqu'à ce qu'une nouvelle crise se produise. En opposition à l'économie bourgeoise, Marx et les marxistes ne conçoivent pas le cycle industriel comme un *cycle d'affaires* (*Konjunkturzyklus*) consistant en une série de phases fondamentalement équivalentes, mais plutôt comme *un cycle de crises* dans lequel la crise est le point focal où se concentrent les contradictions du capitalisme. La crise — sa gravité, sa durée et sa solution spécifique — détermine dans une large mesure la nature des autres phases du cycle industriel. Cela a une autre implication pour notre analyse : une analyse d'une crise ne devrait pas traiter de la forme extérieure ou apparente de la crise ; au contraire, elle doit, si elle veut saisir le caractère et la fonction essentiels de la crise, révéler les contradictions fondamentales du capitalisme et démontrer pourquoi et dans quelles circonstances elles conduisent à la crise³². Il est bien sûr impossible de traiter de toutes les manifestations de la crise présente du capitalisme et des formes de l'intervention de l'Etat et leurs conséquences. Nous nous limiterons à un seul aspect, souvent décrit par le nouveau concept de « stagflation ». Nous

avons choisi ce problème parce qu'il montre très clairement en quoi l'Etat, comme gérant de la crise, n'a pas seulement complètement échoué, mais a, du fait de la nature fondamentale du mode de production capitaliste (et enfermé dans les contradictions du système capitaliste), produit *la stagflation comme une manifestation spécifique de la crise en ce sens que l'Etat est engagé dans une gestion keynésienne de la crise*.

B) Les fonctions keynésiennes de l'Etat et la stagflation

Le concept de stagflation exprime la corrélation positive de deux tendances qui étaient en corrélation négative dans le cycle conjoncturel « classique » : l'augmentation des prix durant les périodes de boom est aussi vieille que le cycle d'affaires ; une caractéristique du passé récent est l'échec à ramener les prix à leur ancien niveau dans une période de récession³³. Quelles sont les raisons donnant lieu à une telle combinaison ?

La hausse des prix pendant la croissance générale du marché capitaliste mondial, qui s'est manifestée ces vingt dernières années (une croissance qui est seulement interrompue par des bénignes et petites récessions), avait plusieurs causes.

D'abord il y a l'expansion rapide du capital, avec une expansion du même ordre du crédit dans toutes les nations impliquées dans le marché mondial. La seconde cause, ce sont les profits supplémentaires pour le capital avancé (soit en tant qu'unités de capital individuel au niveau d'une nation, soit en tant que capital national total sur le marché mondial) qui peuvent apparaître dans une phase d'expansion.

L'existence des surprofits est mise en évidence par le fait qu'à un accroissement de la productivité ne correspond pas une diminution des prix. Il y a toujours alors un moment que Hofman appelle « inflation relative »³⁴.

33. W. HOFMAN (*Die Sakulare Inflation*, Berlin, 1962, p. 10) emploie le concept d'« inflation relative » pour caractériser un processus dans lequel « le niveau des prix ne suit pas à long terme l'augmentation de la productivité — indifférente à une augmentation ou non des prix ».

34. Cf. NEUSÜSS, BLANKE, ALTVATER, *op. cit.*, Prokla I. H. ARND, *op. cit.*, p. 20, écrit : « Quiconque dans le monde occidental aujourd'hui retourne aux méthodes de la politique économique employées dans les crises économiques du passé laissera passer le

30. Paul MATTICK, « Gemischte Ökonomie... », art. cité, p. 53.

31. Cf. Introduction à Fred CELSSNER, *Die Wirtschaftskrisen*, réédition, Frankfurt, 1971.

32. Gottfried BOMBACH, FREUD, *Zyklus und Entwicklung des Preisniveau in Weltwirtschaftsarchiv*, 1970, p. 274. Voir aussi Helmut ARNDT, « Stagflation : was man bisher nicht wusste », *Wirtschaftswoche*, 1/1972, p. 20 et s.

Une troisième cause d'augmentation des prix dans la phase d'expansion est la disproportion de certaines marchandises qui est due à la longueur du processus de production. Comme pendant la période de production les matières premières doivent être achetées et la force de travail payée, des marchandises sont retirées du marché sans fourniture de nouvelles marchandises en compensation et, d'autre part, l'argent entre dans la circulation. En dernier lieu, les augmentations de prix résultent de la croissance ininterrompue de la dette d'Etat des plus importantes nations capitalistes, surtout des U.S.A. Les facteurs mentionnés ci-dessus n'ont pas besoin d'être présents dans chaque nation pour exercer leur effet sur le procès de l'inflation nationale, cela depuis que les nations capitalistes sont étroitement imbriquées dans le marché mondial. Tant que le marché mondial est en expansion, une stagnation ou une récession limitée à un seul pays, si ce pays est intégré dans la communauté du marché mondial — et quel pays capitaliste n'y est pas aujourd'hui intégré! —, ne conduira pas à des réductions compensatoires de prix si une politique économique « disciplinée » est pratiquée. On peut seulement espérer un recul temporaire des prix, comme en Allemagne de l'Ouest en 1960.

Les limites pour la réussite d'une politique économique dépendent de la communauté du marché mondial³⁵. Ainsi, le conseil des experts économiques écrit : « Le système de Bretton-Woods [...] a créé une alliance à tendance inflationniste. Un grand nombre de nations ont des intérêts opposés pour lesquels elles sont conduites, par des demandes croissantes de produit social, à prendre des décisions qui vont à l'encontre, en premier lieu, de la stabilité monétaire. Depuis que ces nations sont les plus nombreuses, elles peuvent transformer l'indifférence à la stabilité monétaire en une norme pour le système et [...] forcer aussi les nations sensibles à la stabilité (*stability-conscious*) à suivre la tendance de l'économie mondiale à l'inflation rampante. [...] Le déséquilibre interne du système a aussi une autre caractéristique : alors que les impulsions inflationnistes pouvaient toujours se répandre

sans entrave, les actions de contrôle qui devaient être pratiquées par des nations sensibles à la stabilité — et qui étaient totalement indispensables pour le fonctionnement du système — étaient de plus en plus interrompues et contrecarrées par les réserves de changes internationales d'un monde saturé de liquidité³⁶. »

L'inflation mondiale du marché n'est pas directement la faute du système de Bretton-Woods, c'est plutôt le résultat des rapports entre les nations capitalistes sur le marché mondial, dans une phase générale d'expansion, indifférente à la forme technique du système monétaire. Il est injuste de blâmer le « manque de discipline » des politiques économiques nationales à l'égard des changes internationaux flottants, avant tout du dollar, parce que ce « manque de discipline » est la conséquence nécessaire des contradictions fondamentales du capitalisme avancé. Ces contradictions se sont manifestées dans de nouvelles formes d'activité de l'Etat depuis la Seconde Guerre mondiale, et aussi les conditions particulières par lesquelles l'Etat garantit les conditions de production et donc les conditions de reproduction du système social. Avant d'en discuter plus, il est nécessaire d'examiner brièvement l'autre aspect de la stagflation : la stagnation.

La stagnation est une manifestation historique particulière d'une crise dans laquelle cette crise n'est pas suivie par une reprise des affaires. Cela se reflète dans une situation économique caractérisée par l'absence des effets purificateurs de la crise. En simplifiant, en termes de résultats, la crise a purifié la situation quand le taux moyen

36. C'est la base de la théorie de la « suraccumulation-déévaluation représentée surtout par Boccara (cf. le compte rendu par ESSER, *Kapitalistate*, 1, 1973, p. 127-128). Pour lui, bien sûr, cela concerne moins un phénomène cyclique qu'une solution structurelle au problème de la stagnation dans le capitalisme monopolistique d'Etat. Nous sommes d'accord avec Boccara que l'Etat bourgeois est actuellement en mesure de dévaluer le capital et ainsi de stopper la tendance à la chute du taux de profit. Cependant — et Boccara considère à peine ce point —, cette déévaluation concerne d'abord les conflits eux-mêmes, dans la mesure où cette déévaluation ne signifie rien d'autre que l'élimination de capital qui pourrait être investi avec profit (et quel capitaliste acceptera cela sans difficulté?). Deuxièmement, cette déévaluation doit être placée dans le contexte du travail improductif (cf. à ce sujet ALVATER, HUISKEN, *Sopo*, 8). Troisièmement, le problème de la déévaluation n'est en aucune manière éliminé dans le cours cyclique de l'accumulation de capital : le problème de la suraccumulation-déévaluation est ainsi plus complexe que le modèle présenté par Boccara.

fait que "le déficit national de paiement" ne peut avoir les mêmes effets dans un système économique international que dans une économie plus ou moins indépendante de la régulation de l'échange international. »

35. *J.G.*, 1971, n° 253 (*J.G.* est une abréviation de *Jahresgutachten*, le rapport annuel du F.R.G., conseil des experts économiques).

de profit de l'unité de capital individuel commence à monter après la chute qui a amené la crise. Dans la crise, des forces doivent agir pour, d'un côté, réduire le capital avancé par les capitalistes — cela peut se faire, par exemple, par la réduction du prix des éléments du capital constant (matières premières et machines) ou pour la réduction du capital variable avancé (réduction du salaire réel et du nombre d'ouvriers employés) —, d'un autre côté, il doit y avoir des forces qui augmentent le taux d'exploitation, essentiellement par l'intensification et l'allongement de la journée de travail. En d'autres termes, pour qu'une nouvelle expansion se produise du capital doit être dévalué, et les dépenses du capital qui n'a pas été dévalué doivent rapporter un plus haut taux de profit, et finalement le taux de plus-value doit être plus élevé³⁷.

Il doit aussi y avoir une réduction du taux d'intérêt et de la rente foncière pour que le profit industriel puisse augmenter — cela parce que les sommets des cycles dépendent des profits industriels et non du rendement du capital³⁸. Enfin, la capacité de vente doit augmenter pour permettre de disposer de la nouvelle valeur produite, par exemple par l'ouverture de nouveaux débouchés sur le marché mondial. Si ces conditions sont absentes, ou présentes seulement partiellement, une nouvelle expansion est douteuse et on trouve les conditions d'un « équilibre du sous-emploi ». C'est la *stagnation*, qui est caractérisée par « un manque de possibilités d'investissements » pour le capital privé³⁹. Le manque de possibilités d'investissements s'applique naturellement à la seule accumulation de capital privé. Dans la première section au paragraphe sur les conditions de production, nous partions du fait que la sous-utilisation du capital peut être stabilisée dans un processus spécifique de production dans des phases historiques particulières. Du fait de ces conditions, de tels processus ne peuvent pas, ou seulement avec difficulté, être subsumés sous le capital en tant qu'unités de capital individuel, alors que dans d'autres parties de la société capitaliste on utilise adéquatement du capital pour

une accumulation rapide. L'Etat ici entre en jeu, si on peut dire, pour des raisons structurelles. Toutefois, la situation est différente dans le cas de la stagnation, qui est caractérisée par une utilisation inadéquate du secteur privé. La fonction de l'Etat n'est pas alors de créer les conditions générales de production qui permettent au procès de travail social d'agir comme un moyen pour le procès d'utilisation de nombreuses unités du capital. Sa fonction est plutôt d'aider à la création de conditions qui rendent la crise superflue, tout en ayant, cependant, accompli par ses effets sa fonction purificatrice. L'Etat intervient ici, si on peut dire, à cause du cycle d'affaire. A ce niveau, l'Etat et ses moyens fiscaux sont efficaces : la stagnation de l'accumulation de capital est contrecarrée par les dépenses de l'Etat. Pour Keynes, ce type de dépenses de l'Etat est inefficace⁴⁰ aussi longtemps que les effets multiplicateurs de l'emploi et du revenu sont concernés. Nous sommes alors dans une situation où l'économie keynésienne ne désire pas se trouver, c'est-à-dire « dans le monde de la loi des marchés de Say, seulement le gouvernement est le "deus ex machina" qui assure la demande effective⁴¹ ».

En relation avec le problème de la création des conditions générales de production, nous avons ici un exemple de la façon dont l'Etat prend actuellement une fonction correspondant aux conditions d'utilisation du capital privé. Ainsi, ce n'est pas « par sa nature » que l'Etat prend la responsabilité de pourvoir à certaines conditions de production et non d'autres. Ce qui constitue les conditions générales de la production dépend des fonctions que le capital ne peut lui-même assurer dans une période historique spécifique. En d'autres termes, si les conditions d'utilisation du capital permettent à une partie seulement de la population laborieuse d'un pays d'être employée comme travailleurs productifs (c'est-à-dire des travailleurs produisant un capital), la seule alternative pour l'Etat est soit « le sous-emploi », soit l'emploi improductif (c'est-à-dire ne produisant pas de capital). L'Etat ne concurrence pas le capital pour l'utilisation de la force de travail, ou tout au moins pas sur une grande échelle, parce qu'il ne le désire pas. En effet, il pourrait en résulter une plus grande détérioration de ce qui est déjà une

37. Voir sur cet aspect une « voix bourgeoise » intéressante : F. SOMARY, *Krisenwende*, Berlin, 1932, spécialement p. 32 et s.

38. C'est ici que la théorie de la stagnation de Hansen et Keyner s'adapte bien. Sur ce sujet voir J. H. COONTZ, *Productive Labour and Effective Demand*, London, 1965, p. 125 et s., « Including a Critique of Keynesian Economic ».

39. Cf. W. SEMMLER and J. HOFFMAN, *op. cit.*, p. 60 et s., p. 64 spécialement.

40. S. H. COONTZ, *op. cit.*, p. 157.

41. Voir MATTICK, *op. cit.*, p. 47 et P. Mattick, *Marx und Keynes*, Frankfurt und Wien, 1969, spécialement p. 140 et s.

utilisation insuffisante des conditions du plein-emploi.

Dans la mesure où l'Etat décrète des mesures en ce sens pour sortir de la stagnation générale l'économie capitaliste, il produit certains effets qui varient selon les types de dépenses. Ces effets doivent brièvement être discutés.

1. Si les dépenses de l'Etat sont favorables à la classe ouvrière et ne limitent pas la consommation individuelle (par exemple améliorer des systèmes de santé et éducation), la distribution des produits de la valeur favorise la classe ouvrière. Toutefois, cela ne peut conduire à une baisse du taux de la plus-value ni finalement à une réduction du taux de profit. Toutes les mesures qui auraient un tel effet n'élimineraient pas la stagnation par stimulation de l'accumulation de capital.

2. Si les dépenses de l'Etat sont employées à redistribuer le profit parmi la classe capitaliste (les subsides), un effet positif est concevable sur le procès d'accumulation, mais seulement si les formations de capital bénéficiaires des subsides accumulent les sommes reçues, alors que ces formations de capital, qui payaient les subsides au travers de la taxation, auraient soit consommé les sommes correspondantes, soit les auraient immobilisées, ce qui serait en tout cas très irréaliste.

3. Si les dépenses de l'Etat sont employées pour des réalisations publiques, on doit distinguer ce qui se passe avec les marchandises achetées par l'Etat, c'est-à-dire, premièrement, quelle part du revenu national (revenu provenant soit des salaires soit du profit) les finance et, deuxièmement, laquelle des deux classes en profite principalement, parce que, en fin de compte, tous les effets des dépenses de l'Etat en dépendent. A ce propos, le problème suivant doit être abordé : *dans quelle mesure les dépenses de l'Etat retournent sous forme monétaire aux producteurs de marchandises, à l'exception des marchandises achetées par l'Etat qui restent sous la forme de capital marchand ou de capital productif, dans le procès de circulation des nombreuses unités de capital ? Ces marchandises abandonnent entièrement la circulation du capital ; elles sont des « produits terminaux » de la consommation.*

Dans cette dernière catégorie tombent essentiellement les dépenses d'armement et militaires, qui représentent la

forme la plus courante des dépenses d'Etat visant à surmonter la phase de stagnation. Les contrats d'armement et tous ceux qui leur sont liés pour d'autres sortes de « production perdue » rendent possible la réalisation de la valeur du capital produit précisément dans ces branches d'industrie qui souffrent le plus durant une stagnation ou une dépression, à savoir les industries qui produisent les moyens de production (une telle affirmation dépend bien sûr de la technologie d'armement). Les dépenses d'armement n'augmentent ni les salaires de la classe ouvrière, et donc n'impliquent aucune distribution de nouvelles valeurs au profit de la classe ouvrière, ni ne font concurrence comme capital productif aux autres capitaux privés. Du point de vue du capital total, les dépenses d'armement sont financées par le revenu de l'Etat, que celui-ci prélève soit à partir des taxes — qui sont *au moins* partiellement de la plus-value écrémée —, soit à partir d'emprunts. Mais les emprunts d'Etat sont eux-mêmes empruntés à des capitalistes, sur le marché du capital, à un taux d'intérêt déterminé⁴². Si, d'un autre côté, les dépenses d'armement sont « autofinancées » par le capital et retournent vers ce capital sous la forme de contrats, la seule conclusion possible est que la plus-value de la classe capitaliste est réallouée, par la médiation de l'Etat, à partir de la plus-value susceptible d'être accumulée et servant à la consommation du capitaliste individuel et se dirigeant vers la part qui est employée aussi, par la médiation de l'Etat, à la destruction.

Cette réallocation, dans la mesure où des branches différentes de l'industrie sont concernées, signifie une plus grande accumulation dans l'économie d'armement et la relative diminution d'accumulation dans d'autres secteurs. Si, toutefois, cette partie de la plus-value qui est susceptible d'être accumulée est réduite, elle est employée de façon permanente à réduire les quantités de marchandises sur le marché, à pomper l'argent dans la circulation du capital et à payer les salaires des travailleurs et surtout des non-travailleurs (les soldats). Il est alors clair que,

42. En ce sens, Mattick se trompe quand il écrit : « C'est une erreur d'affirmer comme Altvater et Huisken [Mattick se réfère à l'essai sur le travail productif et improductif dans *Sopo*, 8 — E.A.] que le travail improductif engrené à la production perdue affaiblit la tendance à la chute du taux de profit, quoique d'après leur opinion la partie de la plus-value susceptible d'être accumulée est alors diminuée » (P. MATTICK, « Arbeitsteilung und Klassenbewusstsein », *Soziale Revolution*, n° 2, 1971, p. 124).

premièrement, une inflation permanente des prix doit en résulter, et deuxièmement, si on suppose que chaque cycle d'accumulation augmente la composition organique du capital, une diminution du taux d'accumulation peut composer la tendance à l'augmentation de la composition organique du capital et donc à la chute du taux de profit⁴³. Reliée à cela, il y a la croissance continue de la dette de l'Etat, comme nous l'avons déjà signalé dans notre discussion sur les facteurs de l'inflation.

Ainsi l'Etat entre en jeu en cas de stagnation, mais peut-il aussi lutter à long terme contre l'inflation, et créer une situation d'équilibre dans le plein-emploi ? Il ne le peut pas, ou seulement temporairement, comme certaines considérations peuvent le démontrer. D'une part, l'extension du secteur d'armement et des secteurs similaires (voyages dans l'espace, etc.) est elle-même le facteur le plus important de l'augmentation de la dette de l'Etat, qui de fait dans le procès de la circulation sociale requiert un montant croissant d'argent, ce qui tend à provoquer une inflation de signes monétaires de valeur. Aussi, comme résultat de la demande créée par l'Etat, il est possible aux capitalistes individuels d'augmenter leurs prix. Pourquoi ne le feraient-ils pas, étant donné que cela améliore les chances de vendre leurs produits sur le marché ?

D'autres capitalistes qui ne sont pas eux-mêmes fournisseurs directs de l'Etat sont introduits dans ce procès qui aboutit à l'inflation rampante ou même galopante. D'autre part, la tendance à la stagnation dans un pays capitaliste hautement développé ne peut cependant pas être maîtrisée de cette façon, parce que même ces capitalistes qui ne produisent pas pour le marché, où les capitaux sont échangés, mais qui produisent pour l'Etat, sont obligés, du fait de la concurrence, de fonctionner comme *capitaux*. Ils doivent ainsi *accumuler*, et cela signifie qu'ils

43. Cela aurait d'énormes conséquences pour la reproduction du capital et pour le milieu social. Les conséquences inévitables seraient un procès inflationniste avec l'élimination de secteurs de capital, l'appauvrissement de la classe ouvrière, la destruction du milieu social du capitalisme, le démantèlement des rapports légaux de régulation de la production capitaliste, etc., sans parler des conflits militaires probables. De telles conséquences, mentionnées seulement ici en passant, sont toujours une tendance du capitalisme qui peuvent être contrecarrées efficacement par certains secteurs de capital, mais seulement en période d'expansion générale du capital (cf. l'étude sur les intérêts de l'industrie ouest-allemande dans le réarmement, dans Gerhard BRANDT, *Rüstung und Wirtschaft in der Bundesrepublik*, Witten et Berlin, 1966).

doivent non seulement augmenter leur production de plus-value mais aussi le rendement des marchandises. Ainsi l'Etat doit acheter de plus en plus de ces capitaux. Cela signifie qu'il va y avoir *une augmentation de la dette d'Etat en faveur d'une tendance à l'hypertrophie de toute l'économie à partir de l'industrie des armements*. L'Etat est alors face à une alternative. Il peut soit permettre cette hypertrophie — et ainsi favoriser l'accumulation dans l'industrie des armements et, par là, en fin de compte, entraver les autres unités de capital⁴⁴ —, soit il peut arrêter cette hypertrophie et par là condamner à la stagnation l'industrie des armements arrivée à un certain degré de son développement.

Dans cette situation, la fonction particulière de l'Etat dans la société capitaliste se manifeste, pour autant qu'un nombre croissant de processus de production — conséquence de la tendance historique à la chute du taux de profit — peut être maintenu, seulement par des mesures de réallocation des valeurs produites. *Dans la stabilisation des conditions matérielles générales de production* (l'« infrastructure »), *il y a un degré de saturation de l'action de l'Etat* qui résulte de la nature du procès de travail. Bien sûr, ce degré de saturation n'a jamais besoin d'atteindre une situation de « pauvreté publique », mais il est dans la nature de cette action elle-même de rencontrer un degré de saturation des besoins sociaux ou individuels pour chaque marchandise au point de vue de la valeur d'usage. Au-delà de ce degré de saturation, la production des marchandises, comme la création et la gestion des conditions de production, deviennent superflues. Pour employer les mots de Keynes : « Deux pyramides, deux messes pour les morts valent deux fois mieux qu'une, mais cela ne vaut pas pour deux lignes de chemin de fer de Londres à York⁴⁵. »

La situation est très différente pour ces fonctions de l'Etat qui n'impliquent pas la création des conditions du

44. John KEYNES, *The General Theory of Employment, Interest and Money*, London, 1964, p. 131.

45. Cf. A. JANOSSY, *Das Ende der Wirtschaftswunder*, Francfort, 1969 ; A. MADDISON, *Economics Growth in the West*, New York et London, 1964, p. 53, fait une intéressante comparaison entre les rapports des bénéfices bruts et la valeur nette du capital fixe, des stocks et inventaires. Cela, bien sûr, n'inclut pas le taux de profit. Cependant, une comparaison dans le temps autant que nationale montre combien la guerre a influencé positivement le taux de profit, comme Maddison le montre.

procès de travail pour tous les capitaux, mais seulement l'utilisation des unités de capital elles-mêmes par la ré-allocation de valeurs.

Dans ce cas, l'Etat crée des processus de production qui ne sont pas précisément non capitalistes, comme dans le cas de l'infrastructure : *l'Etat soutient plutôt l'accumulation des capitaux par ses dépenses. Ici, il n'y a pas de saturation limite, parce que la course à l'utilisation du capital ne connaît pas de limite. L'Etat soutient un domaine de production dont la survie est seulement possible par l'expansion permanente. Dans la mesure où les dépenses d'armement deviennent un moment dans le processus de circulation des unités de capital auxquelles elles sont allouées, elles doivent augmenter en conformité avec le procès d'accumulation des unités de capital. Deux pyramides, deux messes pour les morts, c'est effectivement mieux qu'une, et trois mieux que deux, etc., est mieux pour les capitaux qui accumulent dans ces secteurs. Seulement l'analyse du caractère de la fonction « keynésienne » de l'Etat permet de déduire théoriquement la nécessité de la stagflation à partir du mode de fonctionnement des crises, et par là d'établir la tendance historique à la stagflation. La conséquence en est la suivante : si les dépenses d'armement, et les dépenses de l'Etat économiquement correspondantes, sont en augmentation constante, les conséquences sont non seulement un taux élevé d'inflation, mais aussi un changement structurel dans l'économie et la société, accompagné de conséquences négatives pour les conditions de la reproduction du rapport du capital.*

Cela découle avant tout du fait que les dépenses d'armement et militaires doivent augmenter *régulièrement* si elles veulent réellement remplir les conditions nécessaires à l'accumulation du capital.

Que cette progression puisse seulement trouver sa fin brutale dans la guerre a été maintes fois prouvé dans l'histoire des Etats capitalistes. Cependant, une stagnation ou même une réduction des dépenses d'armement *augmente de façon absolue la dette nationale pour chaque unité monétaire dépensée. Ainsi, les tendances inflationnistes continuent, et même plus fortement, si les dépenses militaires et d'armement stagnent ou même régressent. Mais des dépenses militaires ou d'armement stagnantes, au plus haut niveau de stagnation, signifient stagnation des conditions de la réalisation pour les capitaux produi-*

sant dans ce secteur, et aussi par conséquent stagnation de la production, avec comme conséquence un capital inemployé, la diminution des contrats pour les capitaux qui produisent pour l'expansion du capital (production des moyens de production), des demandes insuffisantes de capacité et, enfin, l'augmentation du chômage.

Ainsi, l'intervention de l'Etat au sens keynésien doit échouer parce que, contrairement à l'affirmation keynésienne, le *type de dépenses de l'Etat n'est pas sans importance pour le développement du capital. Si la fonction de l'Etat consiste à rendre possible l'utilisation et donc l'accumulation du capital pour les capitaux accumulés, les dépenses de l'Etat ne doivent pas se faire en faveur de la classe ouvrière ni aboutir à concurrencer les capitaux.*

Les dépenses de l'Etat doivent se concentrer dans une sphère où n'apparaissent ni du capital productif ni des moyens de consommation de la classe ouvrière. Le primat des dépenses d'armement a ainsi une signification économique plus profonde dans le capitalisme. La contradiction est encore incluse en ceci que la sphère militaire et d'armement médiatisée par l'Etat tend à supplanter les autres sphères de la société et toutes les autres unités de capital. Si les dépenses militaires et d'armement tendent à ces limites, il peut seulement en résulter une guerre qui aboutit à la destruction du capital qui est fardeau pour le taux de profit, ou des restrictions ou la stagnation de ces dépenses. Cette dernière possibilité est la cause de la stagnation ; la dette nationale continue à augmenter aussi longtemps que sont assurées les dépenses militaires et d'armement, et ainsi se maintient la pression inflationniste. Mais si les dépenses de l'Etat stagnent ou croissent faiblement, la sphère du capital qui vit, pour ainsi dire, de ces dépenses est condamnée à la stagnation : c'est la stagflation.

Nous voyons ainsi comment stagnation et crise renouvelées sont liées dans les tentatives keynésiennes de surmonter la stagnation. Les impulsions à l'origine des dépenses de l'Etat peuvent affecter positivement la condition de la réalisation du capital et aider à stimuler la production. C'est spécialement le cas quand, suite à des dépenses d'armement, une guerre survient et qu'il en résulte non seulement la destruction de personnes, mais aussi la destruction de capital (« dévaluation »), physiquement et en termes de valeur. Et cela permet une nouvelle phase d'accumulation du capital avec un taux élevé

de profit (les « périodes de reconstruction »)⁴⁶. Aussi longtemps que cette période dure, la contradiction est cachée par la forme de la stratégie étatique d'évitement de crise, et les forces antagonistes ne se développent pas jusqu'à leur forme extrême. Dans une phase d'expansion générale du marché mondial, comme après la Seconde Guerre mondiale, la stagflation ne peut apparaître, ou c'est seulement d'une façon limitée. C'est justement le fait que les dépenses militaires dans les pays capitalistes ont effectivement augmenté constamment — avec, bien sûr, un temps de délai : l'Allemagne de l'Ouest n'a développé une industrie d'armement que depuis la fin des années cinquante, et le Japon l'a fait plus tard —, que les conditions de l'utilisation du capital étaient en même temps si favorables et que l'activité de l'Etat était, comme on l'a déjà signalé, « per saldo », en déclin relatif ; c'est justement ces faits qui montrent *que, dans les derniers vingt ans, l'accumulation du capital résultait surtout des forces immanentes au capital lui-même*. Mais, dès l'achèvement de cette phase d'accumulation rapide, et avec la chute du taux de profit provoquée par l'augmentation de la composition organique du capital (« la tendance à une diminution de la croissance du profit »⁴⁷), la contradiction mentionnée ici doit *commencer à peser*. Elle se manifeste dans tout le monde capitaliste par la cohésion du marché mondial des capitaux nationaux totaux, alors que, jusqu'à maintenant, sa manifestation comme stagflation était limitée à une base nationale (Etats-Unis en 1958).

Ce qu'on appelle aujourd'hui le nouveau concept de la stagflation n'est en rien nouveau, mais désigne seulement la contradiction inhérente à la stratégie keynésienne d'évitement de la crise, qui a visiblement atteint historiquement son point culminant avec la fin d'une période d'expansion prolongée du marché mondial.

(Traduit par R. Lew)

46. L.I.F.O., « Institut für Wirtschaftsforschung », aboutit à cette conclusion dans la partie économique de sa recherche dans l'étude R.K.W. sur les aspects économique et social des changements technologiques en Allemagne de l'Ouest, Francfort, 1970, p. 116.

47. Je ne veux pas traiter de cette question ici. Elle a été très complètement développée dans l'essai de NEUSÜSS, BLANKE, ALT-VATER, *Prokla*, n° 1. Cf. aussi BUSCH, SCHÖLLER et SEELow, *Weltmarkt und Weltwahrungskrise*, Brême, 1971 (Arbeiterpolitik).